

par le tiers monde. Les graves problèmes posés par l'endettement massif ont diminué, à la suite de la reprise dans les pays industrialisés et de l'ajustement amorcé par les pays débiteurs. Toutefois, les niveaux du service de la dette sont restés très élevés, ce qui entravait considérablement le développement dans certains pays pauvres. En outre, le maintien des taux d'intérêt élevés a continué de poser de graves difficultés de financement pour les pays en voie de développement. De plus, il était évident qu'une reprise dans le tiers monde, fondée sur l'expansion continue dans les pays industrialisés, n'était pas encore assurée. Toutefois, au cours de l'année, la reprise mondiale a entraîné quelques améliorations du rendement commercial dans certains pays en développement.

Le Canada a entrepris de faire connaître les préoccupations du tiers monde auprès des pays développés. Notamment à la rencontre des chefs d'État antillais du Commonwealth, tenue à Kingston, le Premier ministre s'est engagé à communiquer, à la prochaine rencontre au sommet, les préoccupations antillaises quant à l'accès au financement.

Le Canada a également joué un rôle majeur dans les efforts pour résoudre la plus importante crise à survenir cette année sur les plans des secours humanitaires et du développement, à savoir la famine qui sévit en Afrique dans la région au sud du Sahara. Plus de cinq cent mille Canadiens ont fait des dons à l'Éthiopie et à l'Afrique dont le total dépasse 35 millions de dollars. En contrepartie, le gouvernement a offert une somme de 65 millions de dollars en secours d'urgence, en plus des 150 millions en aide alimentaire et des 18 millions en aide humanitaire d'autres formes à l'Afrique.

Les préoccupations internationales sur les plans politique et stratégique ont été axées sur la conduite des relations Est-Ouest. À cet égard, la déclaration du sommet de Londres représentait une étape modeste dans la bonne voie, mais on a généralement continué de s'inquiéter de l'absence de dialogue entre les États-Unis et l'Union soviétique et de l'interruption suivie des négociations bilatérales sur les armements. Dans ce climat, le déploiement réussi des forces nucléaires de portée intermédiaire en Europe de l'Ouest a continué d'être la source de malaises dans certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Les perspectives de dialogue entre l'Est et l'Ouest se sont améliorées après la réélection du Président Reagan et l'accession de Mikhaïl Gorbatchev à la direction soviétique. Par ailleurs, les problèmes de succession étant apparemment réglés en Union soviétique, on s'attendait que cette dernière se penche davantage sur les divergences entre l'Est et l'Ouest. Les négociations américano-soviétiques sur les armements ont finalement repris à Genève en mars 1985. On ne s'attendait pas qu'elles donnent rapidement des résultats importants, mais on a considéré la reprise des négociations bilatérales directes comme une étape capitale.

L'initiative de défense stratégique américaine (IDS) a eu une portée considérable sur le processus de Genève et a beaucoup attiré l'attention internationale. Dans sa déclaration du 21 janvier 1985 à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a bien accueilli l'annonce de la reprise des négociations américano-soviétiques sur les armements. Il a indiqué qu'il convenait d'inclure dans ces nouvelles négociations les systèmes de défense actuels et éventuels des deux parties. Étant donné par ailleurs que l'on ne connaissait pas encore la nature exacte du programme de l'IDS, il estimait qu'il était prématuré d'en arriver à des conclusions définitives et que les États-Unis feraient preuve de prudence en procédant au programme de recherches. En

même temps, il a souligné que le passage de la recherche au déploiement transgresserait le Traité sur les missiles antimissiles ballistiques et que, par conséquent, le gouvernement se réjouissait des assurances données par le Président Reagan que les États-Unis ne dépasseraient pas le stade de la recherche sans procéder à un débat et à des négociations.

En mars 1985, les États-Unis ont invité leurs alliés de l'OTAN, le Japon et l'Australie à participer à la recherche sur l'IDS, et ces divers pays ont commencé à délibérer sur les aspects stratégiques et économiques qui pourraient déterminer leurs réponses.

Au sommet de Québec, tenu en mars 1985, le premier ministre Mulroney a réaffirmé la position du Canada sur l'IDS en soulignant que le nouveau gouvernement comptait accorder une grande priorité à la sécurité nationale et en annonçant que le Canada augmenterait sa contribution à la sécurité collective, notamment par l'envoi d'un contingent supplémentaire de 1 200 hommes en Europe. Par ailleurs, un accord a été conclu avec les États-Unis en vue d'élaborer le système perfectionné d'alerte du Nord qui remplacera le Réseau avancé de pré-alerte, devenu désuet. Ce projet représente pour le Canada des débours supplémentaires de 600 millions de dollars au chapitre de la défense. Les réalisations du sommet de Québec dans les domaines du commerce et de l'environnement ainsi que de la sécurité ont témoigné concrètement du nouvel esprit de coopération qui existe entre le Canada et les États-Unis.

Il y a eu cette année très peu de signes d'apaisement des conflits et des tensions qui règnent dans plusieurs régions du monde. Au Moyen-Orient, la situation libanaise a continué de se détériorer avec la chute du gouvernement et les violences accrues entre les différents groupes religieux, et la guerre entre l'Iran et l'Irak a continué de faire rage. Par ailleurs, les relations israélo-arabes sont demeurées tendues, même si l'accord conclu entre la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en février 1985 marquait quelques progrès susceptibles d'aboutir à des pourparlers.

Au Cambodge, la situation s'est aggravée avec la destruction des dernières bases de résistance cambodgienne contre le Vietnam et l'accroissement considérable des tensions à la frontière thaïlando-cambodgienne.

En Amérique centrale, la situation s'est légèrement améliorée au Salvador sous le nouveau gouvernement Duarte, mais, au Nicaragua, les attaques des forces anti-gouvernementales se sont intensifiées. Le dialogue entre ce dernier pays et les États-Unis n'a fait que peu de progrès. De son côté, le Groupe Contadora a poursuivi ses efforts en vue d'élaborer des plans viables pour amener la paix et la stabilité dans la région.

En Afrique du Sud, les désordres civils et l'oppression gouvernementale ont atteint un tel point qu'il règne maintenant dans ce pays une atmosphère de crise.

Le Canada a continué de faire des pressions en vue de la résolution pacifique des conflits régionaux en prônant des moyens qui s'attaquent aux problèmes internes mais qui évitent de faire entrer en jeu les tensions Est-Ouest. Au Canada, le public s'est montré de plus en plus inquiet de la situation en Amérique centrale et a approuvé la position du Canada qui entend appuyer les efforts de paix du Groupe Contadora et s'opposer à la militarisation de la région.

Le Canada a également continué d'œuvrer au renforcement du système politique multilatéral. Ainsi, il a déployé des efforts importants aux réformes nécessaires des Nations Unies, tout particulièrement au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).